

COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE



Quel avenir pour les relations sino-russes ?

Mémoire de géopolitique
du chef de bataillon Bruno BARATZ
dans le cadre du séminaire « Russie »

Sous la direction d'Isabelle FACON
Chargée de recherche
Fondation pour la Recherche Stratégique.

Mars 2005

Sommaire :

1. Des relations mouvementées depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

1.1 La "lune de miel" communiste.

1.2 La rupture entre deux régimes idéologiquement proches.

1.3 Le retour au dialogue.

2. Une relation sino-russe sous l'influence de facteurs de rapprochement.

2.1 Le terrorisme et la sécurité collective au cœur des préoccupations.

2.2 La question centrale de l'énergie.

2.3 Le pragmatisme économique.

3. Des oppositions de fond qui pénalisent tout rapprochement profond et pérenne.

3.1 La confrontation de deux visions des équilibres mondiaux.

3.2 Le poids des déséquilibres démographiques.

3.3 Le dynamisme économique chinois en contre-point des difficultés russes.

Introduction :

Le traité « d'amitié et de bon voisinage », signé en 2001 entre la Fédération de Russie et la République Populaire de Chine, est-il amené à bouleverser les équilibres mondiaux ? En effet, certains analystes de la Brookings Institution¹ n'hésitent pas à le comparer au traité de Rapallo qui avait permis le rapprochement de l'Allemagne et de l'URSS face à l'Europe des années 1920. On peut effectivement se demander si ce traité ne marque pas le début d'une collaboration profonde entre Moscou et Pékin face aux Etats-Unis et à l'Occident. Ces interrogations sont légitimes, car un rapprochement étroit de Moscou et de Pékin est de nature à faire émerger un nouveau « bloc », regroupant le pays le plus vaste de la planète et le pays le plus peuplé du monde, dans un contexte géopolitique international qui oscille entre multipolarité et hégémonisme anglo-saxon. L'apparition d'un tel ensemble eurasiatique aurait un impact très fort sur les équilibres mondiaux en créant un pôle particulièrement puissant sur le plan économique et militaire. Alors assiste-t-on réellement à un rapprochement profond des deux anciens géants communistes, ou ce traité n'est-il que le fruit d'un rapprochement conjoncturel, face à la poussée hégémonique américaine ? Assiste-t-on à la mise en place d'une coopération pérenne, fondée sur une conjonction d'intérêts et sur la promotion d'une vision mondiale commune aux deux pays, ou à un apaisement rendu nécessaire par l'émergence de problématiques particulières à chacun des Etats ? Autant de questions qui amènent donc à s'interroger sur l'avenir des relations sino-russes et sur leurs évolutions probables.

Au terme de cette étude il apparaît que, bien que s'étant largement améliorées au cours des dernières années, les relations sino-russes sont amenées à demeurer superficielles.

En effet, nous verrons, dans un premier temps, que l'histoire contemporaine des relations sino-russes a été particulièrement mouvementée et que cela entretient une méfiance permanente entre les deux pays. De plus, même si, comme nous le constaterons dans un second temps, une dynamique de rapprochement est apparue depuis la fin des années 1980, et que cette dynamique est entretenue par un certain nombre de facteurs qui poussent les deux pays à collaborer, il n'en demeure pas moins que des éléments de profondes divergences persistent entre Moscou et Pékin ; éléments qui rendent illusoire toute coopération franche et sérieuse à court et moyen termes.

¹ *The Brookings Institution* est un *Think Tank* américain de sensibilité démocrate.

1. Des relations mouvementées depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Sans remonter aux affrontements du XIX^e siècle, il est important de replacer les relations sino-russes dans une perspective historique. En effet, certaines lignes politiques ou diplomatiques constatées aujourd'hui dans ces deux pays sont influencées par le passé. Or les relations récentes entre ces deux pays sont de nature à entretenir une incompréhension, voire une défiance, pérenne entre les dirigeants de Moscou et ceux de Pékin. Car, entre deux périodes de rapprochement, la Russie et la Chine ont tout de même frôlé le déclenchement d'un conflit nucléaire.

1.1 La « lune de miel » communiste.

De 1949 à 1957, la Russie et la Chine connaissent une période d'étroite collaboration et de proximité de vues sur le plan international, même si quelques divergences apparaissent.

1.1.1 Un alignement politique, économique et diplomatique de Pékin sur Moscou.

C'est dans un contexte de « guerre froide » que la République Populaire de Chine (RPC) voit le jour. La RPC est automatiquement intégrée au « bloc de l'Est » et son gouvernement n'est reconnu que par les pays socialistes, quelques pays asiatiques (Inde, Pakistan, Indonésie) et européens (Royaume Uni et Hollande).

Sortant d'une guerre civile Pékin a besoin de soutiens pour reconstruire et développer le pays. Ces soutiens la RPC va donc naturellement les chercher auprès des membres de son bloc. En février 1950, Mao Zedong signe à Moscou un traité « d'amitié, d'alliance et d'assistance mutuelle » sino-soviétique. Ce traité marque le début d'une étroite coopération militaire et économique entre les deux pays. Moscou débloque une aide financière de 300 millions de dollars et fournit une aide technique notamment dans le domaine de la prise en charge des grands projets industriels.

Sur le plan économique, Pékin lance son premier plan quinquennal sur la période 1953 – 1957, et reprend le modèle soviétique pour le développement du pays. La priorité est donnée à l'industrie (58,2 % des investissements), les transports et l'agriculture ne représentant respectivement que 19,2 et 7,6 % des investissements. L'accent est mis sur l'industrie lourde et les « grands projets » (construction de barrages, complexes sidérurgiques, vastes usines modernes).

Cette importation du modèle soviétique de développement se double d'une socialisation des structures économiques. Les mouvements d'étatisation des industries et de collectivisation de l'agriculture s'accélèrent en 1955 et 1956, non sans déclencher des remous au sein même du Parti Communiste Chinois (PCC). Si l'alignement est total sur le plan économique, il l'est aussi sur le plan politique.

En effet, la Constitution chinoise du 20 septembre 1954 qui met fin au régime provisoire de 1949 se distingue par sa fidélité au modèle soviétique.

Comme à Moscou, le système politique repose sur la dualité du Parti Communiste et de l'Etat (même si la Chine conserve un multipartisme de façade). Le PCC, à l'instar de son modèle russe, dirige toute l'activité du pays et, comme à Moscou, les décisions importantes ne sont pas prises au sein l'Assemblée Populaire Nationale (APN), ni même du gouvernement (le Conseil des affaires d'Etat), mais au sein du Comité central et du Bureau Politique du Parti.

Il est d'ailleurs à noter que le PCC, suite à sa réorganisation de 1956, fonctionne selon le principe du « centralisme démocratique », comme tous les autres Partis Communistes.

Cet alignement des structures d'Etat chinoises sur celles de la Russie s'accompagne d'un ajustement de la diplomatie de Pékin sur celle de Moscou. En effet, l'étroite collaboration économique et politique entre la RPC et l'URSS se retrouve sur le plan international. Le début de la guerre de Corée en juin 1950 achève d'ailleurs de souder la RPC au bloc communiste². De plus, Pékin a toujours soutenu la politique de Moscou dans les pays d'Europe de l'Est.

Mais cette harmonie apparente entre les deux pays cache des désaccords qui tendent à prouver que la Chine, dès son arrimage au « bloc communiste », s'est toujours considéré comme un partenaire et non pas comme un satellite.

1.1.2 Des divergences idéologiques qui demeurent sur la diffusion du communisme.

Les premières divergences diplomatiques entre les deux « géants du bloc communiste » apparaissent à l'occasion de la conférence des peuples afro-asiatiques de Bandoeng (18 – 25 avril 1955). Cette conférence, qui réunit 29 pays représentant plus de la moitié de la population mondiale et seulement 8 % des richesses, n'a que peu de retombées mais elle marque l'émergence du tiers-monde sur la scène internationale et inaugure une nouvelle attitude collective : le non-alignement. Zhou Enlai y représente la RPC et se fait le défenseur de l'indépendance et de la souveraineté nationale face aux ingérences ou à la

² Même si l'intervention des « volontaires » chinois dans le conflit résulte d'une initiative chinoise reprise ensuite par Moscou.

domination des plus grands. Les Chinois font donc de la lutte pour l'indépendance nationale la condition essentielle de la paix. Il est évident qu'un tel discours est de nature à affaiblir le « bloc communiste » et qu'il n'a reçu aucun écho favorable à Moscou.

Cette divergence qui apparaît à Bandoeng traduit une opposition idéologique forte entre Russes et Chinois. En effet, après Staline, les dirigeants russes ont une vision relativement déterministe de l'histoire. Pour eux, le camp socialiste ne cesse de se renforcer face à un capitalisme perdu dans ses contradictions. La dynamique est dans leur camp et la victoire du socialisme est assurée à long terme. Il est donc nécessaire de rechercher une coexistence pacifique propre à renforcer le socialisme et donc à enfermer plus avant le capitalisme dans ses contradictions internes.

Les dirigeants chinois, en revanche, ont une vision plus volontariste de la lutte contre les impérialismes. Pour eux, il faut stimuler le mouvement de libération du Tiers Monde pour détruire le capitalisme. Comme le souligne Charles Zorgbibe³, « la Chine n'est pas défavorable, par principe, à la coexistence pacifique, mais elle reproche à l'Union soviétique d'avoir fait de la coexistence la ligne générale de sa politique extérieure, et d'avoir ainsi multiplié des compromis de nature à démobiliser et à démoraliser les forces révolutionnaires. »

Au sortir de la Seconde guerre mondiale, les relations sino-russes sont donc particulièrement bonnes. L'alignement politique, économique et diplomatique de Pékin sur Moscou est presque parfait. Néanmoins, les dirigeants de la RPC avaient-ils un autre choix possible pour reconstruire leur pays dans un monde devenu bipolaire ? Cet alignement n'a cependant pas su faire disparaître des divergences idéologiques profondes qui, au fil du temps, vont déboucher sur des oppositions radicales entre les deux pays.

1.2 La rupture entre deux régimes idéologiquement proches.

Malgré un voyage de Mao Zédong à Moscou en 1957 pour tenter un rapprochement, les divergences entre la Chine et la Russie vont s'accroître suite à l'abandon du modèle soviétique par les dirigeants de Pékin. Ces oppositions croissantes débouchent sur une crise particulièrement grave et sur une rupture sur le plan des visions diplomatiques des deux « géants du bloc socialiste ».

³ ZORGBIBE, Charles, *Dictionnaire de politique internationale*, page 649.

1.2.1 L'abandon du modèle soviétique.

A la fin de 1957, la Chine décide d'abandonner le modèle économique soviétique. La nouvelle stratégie définie par Mao Zédong, le « Grand bond en avant », vise à compenser la rareté des capitaux par l'ardeur au travail afin de « rattraper l'Angleterre en 15 ans ».

Il s'agit de faire effort non plus sur le seul secteur industriel moderne mais sur l'industrie et le secteur traditionnel agricole et artisanal. Il s'agit de « marcher sur les 2 jambes » pour reprendre le slogan de 1958. Les provinces sont appelées à développer de petites industries rurales et à tendre vers l'autarcie. Les dirigeants chinois, insatisfaits des résultats d'un développement fondé sur une base d'industries lourdes, cherchent donc à trouver un modèle économique adapté à la réalité sociale de leur pays. Cet abandon du modèle soviétique marque le début d'une profonde distanciation de Pékin vis-à-vis de Moscou. Ce désaccord atteint son paroxysme à l'été 1960, lorsque l'ensemble des coopérants et des techniciens soviétiques sont retirés de RPC.

Cet abandon du modèle économique soviétique se double rapidement de la part des dirigeants chinois d'une distanciation vis-à-vis de la ligne politique qui se dessine au Kremlin au cours des années 1960. La déstalinisation débute à partir de 1956 en URSS et Nikita Khrouchtchev, le nouvel homme fort de l'appareil d'Etat soviétique, effectue des tentatives de réforme (notamment dans le domaine de la décentralisation). Pour Pékin, l'Union soviétique incarne dès lors la preuve du danger « révisionniste » qui guette les sociétés socialistes ainsi que les risques de l'embourgeoisement. C'est l'une des raisons invoquées lors du lancement en RPC de la « Révolution culturelle prolétarienne » de 1965 à 1969. Il s'agit de lutter contre l'embourgeoisement qui guette les dirigeants du pays en s'appuyant sur le potentiel révolutionnaire des masses en général, et des jeunes en particulier. L'autre raison d'une telle révolution est, bien entendu, de faire taire l'opposition croissante au sein du PCC suite au terrible échec du « Grand bond en avant ». Cette reprise en main interne du régime chinois aboutit à une rupture totale des visions politiques entre le Kremlin et Pékin et à un isolement de la RPC dans le camp socialiste.

Ce rejet par la Chine du modèle soviétique et de ses évolutions politiques a donc conduit à une rupture entre les deux pays ; rupture qui se transforme en crise sino-soviétique.

1.2.2 La crise sino-soviétique.

La crise qui plonge les deux pays au bord de la guerre débute autour du problème de Taiwan. En 1957, les Etats-Unis et Tchang Kai-Chek signent un accord sur l'installation de fusées atomiques américaines sur le territoire taiwanais. Le Kremlin ne réagit guère malgré le

voyage de Mao Zédong à Moscou. C'est une période où les dirigeants soviétiques recherchent la « détente » et ils sont donc peu enclins à se lancer dans une confrontation dure avec Washington.

En août 1958, l'artillerie chinoise bombarde les îles Quemoy (possessions du régime nationaliste chinois) et le 28 août, Radio Pékin annonce l'imminence d'un débarquement.

Dès lors, la réaction occidentale est immédiate, la VII^e flotte est mise en alerte et la flotte britannique du Pacifique est renforcée.

Le 19 septembre, Khrouchtchev sort de sa réserve et menace de risques de gradation dans l'affrontement. La solidarité russo-chinoise semble totale. En fait, le 5 octobre, Khrouchtchev trace les limites du soutien soviétique et souligne que l'appui de l'URSS n'est garanti que dans le cas d'une attaque directe des Américains contre la RPC. Pour le cas de Taiwan, qui est un problème interne, il préconise la recherche d'une solution pacifique. Le soutien soviétique à son « allié » chinois n'apparaît donc pas comme indéfectible.

La méfiance qui apparaît alors entre les deux « alliés » s'accroît avec la question de l'arme nucléaire. En effet, le 31 octobre 1958, des négociations soviéto-anglo-américaines sont menées à propos de la suspension des essais nucléaires. L'URSS, qui est lancée dans une politique de « détente », est hostile à toute prolifération. De plus, les relations avec Pékin se dégradent, elle ne souhaite pas disposer d'un rival dans le bloc soviétique capable d'intervenir sur la scène internationale avec l'argument nucléaire. Moscou décide donc de retirer à la Chine l'aide promise par un accord secret du 15 octobre 1957.

Dès lors, les tensions vont croissantes entre les deux pays. La RPC se lance dans une guerre des ondes contre Moscou. Moscou qui fomenté des émeutes à la frontière du Xinjiang en avril 1962, puis qui soutient l'Inde dans son conflit qui l'oppose à Pékin. Des « MIG 21 » sont livrés à Delhi en mai 1962. Ce qui n'empêche pas la RPC de mener une offensive foudroyante sur le territoire indien, puis d'effectuer un retrait unilatéral.

Le 12 décembre 1962, après la crise de Cuba, Nikita Khrouchtchev annonce devant les représentants des Partis Communistes réunis à Moscou que « le danger principal est le dogmatisme des dirigeants chinois ».

Dès lors, le 8 mars 1963, les dirigeants chinois durcissent leurs positions en brandissant la question des « traités inégaux ». Ces traités du XIX^e siècle qui ont amputé l'Empire du Milieu d'une partie de son territoire⁴. De plus, le 15 juin 1963, Mao Zédong transmet à Khrouchtchev une lettre en « vingt-cinq points » dans laquelle il récuse la prééminence du Parti soviétique.

⁴ 3 des 9 traités ont été imposés par la Russie. Les traités de Aigoun (1858) et de Pékin (1860) sur le bassin de l'Amour et celui de Saint Petersburg (1881) sur le Xinjiang. Soit un contentieux sur plus de 1,5 million de km² et sur 600 îles de l'Amour et de l'Oussouri.

La tension croît encore lorsque la RPC fait exploser sa première bombe A le 16 octobre 1964 et affiche ainsi sa capacité à casser le duopole nucléaire. Dès lors, Pékin n'hésite plus à se poser comme le principal adversaire de « l'impérialisme américain » depuis la « trahison des révisionnistes soviétiques ».

Face à un voisin de plus en plus encombrant et capable de contester l'hégémonie russe sur le bloc communiste, les successeurs de Khrouchtchev au Kremlin cherchent alors à amorcer un rapprochement. Zhou Enlai est en visite à Moscou en novembre 1964, puis Kossyguine se déplace à Pékin en février 1965.

Mais le rapprochement n'aboutit pas sous la double influence des divergences sino-russes sur la conduite de la guerre au Vietnam et du lancement de la « Révolution culturelle ». En effet, face au durcissement idéologique de la RPC, les dirigeants russes soutiennent les opposants à la ligne de Mao et tentent de dresser les minorités du Xinjiang face à l'autorité de Pékin. De plus, ils proclament publiquement l'inviolabilité des frontières du XIX^e siècle. Inviolabilité à laquelle les Chinois opposent une déclaration de Lénine du 27 septembre 1920 dans laquelle ce dernier dénonce les traités antérieurs à la Révolution russe.

La tension militaire monte d'un cran le 17 juin 1967 avec l'explosion de la première bombe H chinoise. Les autorités russes envisagent dès lors la possibilité de réaliser une frappe « préventive » sur l'arsenal nucléaire chinois. Pour leur part, les dirigeants chinois considèrent la menace des « nouveaux tsars » - pour reprendre la terminologie chinoise - comme prioritaire.

En 1969, de graves incidents de frontières le long du fleuve Oussouri font redouter un affrontement imminent entre les deux pays. La situation est d'autant plus grave que Moscou n'hésite pas à recourir au chantage nucléaire.

La crise de 1969 marque le paroxysme de la crise et influence durablement la diplomatie de la RPC, comme les mentalités des dirigeants des deux pays. Les tensions, loin de disparaître, s'expriment de façon interposée. Ainsi, le Vietnam, proche de l'URSS, envahit le Cambodge, soutenu par la RPC, et établit un protectorat en janvier 1979. Pékin réagit pour briser l'encerclement soviéto-vietnamien en envahissant temporairement le Nord du Vietnam en février – mars 1979.

La crise sino-soviétique, qui atteint son apogée en 1969, est révélatrice de la volonté de la RPC de s'émanciper du modèle soviétique. Elle débouche sur une rupture totale entre les deux géants communistes et sur l'isolement de Pékin au sein du bloc soviétique. Un isolement qui va pousser la Chine à chercher une autre voie pour s'imposer sur la scène internationale, au détriment, voire l'encontre, de la diplomatie russe.

1.2.3 « La théorie des trois mondes » face au monde bipolaire.

Confrontés aux « nouveaux tsars », les dirigeants chinois déploient une diplomatie très active en direction des pays du Tiers-monde. Cette ouverture diplomatique est payante et la RPC entre à l'ONU en octobre 1971 où elle remplace Taiwan en qualité de représentant de la Chine au Conseil de Sécurité. Cependant, malgré ce nouveau statut d'acteur international, Pékin s'affiche toujours comme un pays du Tiers-monde. D'ailleurs, en avril 1974, Deng Xiaoping prononce un discours remarqué à l'ONU au cours duquel il oppose à la vision d'un monde bipolaire sa « théorie des trois mondes » ; les Etats-Unis et l'Union soviétique constituant le premier monde, l'Europe, le Japon et le Canada représentant une zone intermédiaire, et l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine regroupant le Tiers-monde.

Mettant à profit cette nouvelle légitimité et cette nouvelle théorie qui donne plus de liberté à une diplomatie dégagée des contraintes de l'affrontement des deux « blocs », la Chine améliore ses relations avec Washington qui accepte de reconnaître le régime de Pékin en 1978. Ce réchauffement marque alors une distanciation maximale de la diplomate chinoise vis-à-vis de la diplomatie russe.

La crise sino-soviétique, qui a suivi la période d'entente entre la RPC et l'URSS, a terriblement marqué les esprits des dirigeants des deux pays. Le récent retour au dialogue aura beaucoup de mal à faire oublier que ces deux Etats ont frôlé l'affrontement nucléaire. D'autant plus que, au cours de ces épisodes, les dirigeants de Pékin ont acquis la certitude que Moscou ne constitue pas un partenaire fiable.

1.3 Le retour au dialogue.

Initiée par les Russes, la reprise du dialogue débouche sur des avancées évidentes. Même si le dynamisme de ce dialogue demeure soumis à de nombreuses incertitudes.

1.3.1 De la détente au traité d'amitié.

En pleine gestion de la transformation de l'empire soviétique, c'est Mikhaïl Gorbatchev qui décide d'initier, au milieu des années 1980, un rapprochement entre les deux voisins ennemis. Au cours de deux discours, l'un prononcé en juillet 1986 à Vladivostok, l'autre en septembre 1988 à Krasnoïarsk, le chef du Kremlin fait un pas décisif en direction de Pékin afin de reprendre les pourparlers entre les deux pays. Il annonce son intention de retirer ses troupes d'Afghanistan, de réduire le dispositif militaire stationné sur la frontière chinoise

et de trouver une issue pacifique à la question cambodgienne.

Ainsi, le dispositif frontalier est allégé côté russe de 120 000 hommes en décembre 1989. Même si le dispositif reste conséquent⁵, ce geste permet de créer les conditions indispensables à une reprise du dialogue et Mikhaïl Gorbatchev se rend en mai 1989 à Pékin – en pleine répression du mouvement de Tienanmen – pour y effectuer une déclaration commune sur la « coexistence pacifique » des deux pays et sur leurs volontés de régler leurs différends frontaliers ; ce qui se concrétise dans un traité signé en mai 1991.

Cette dynamique de rapprochement se poursuit malgré l'effondrement de l'Union soviétique et le triomphe à Moscou des pro-occidentaux qui s'empressent, dans un premier temps, de se rallier à la communauté internationale pour condamner le régime de Pékin suite aux événements de Tienanmen. Toutefois, confrontés à un faible engouement des occidentaux pour aider la Russie à effectuer sa transition économique et à un nouveau contexte international qui voit triompher la puissance américaine, les dirigeants russes reprennent la voie d'un rapprochement avec la Chine.

Ainsi, alors que les Etats-Unis préparent leur projet de défense antimissile en Asie du Nord-Est, la Russie et la Chine s'entendent sur un « partenariat constructif » en 1994, établissent les accords de Shanghai⁶ en avril 1996, et signent un « partenariat stratégique » en 1996. Ce partenariat s'est renforcé des positions communes des deux pays sur les questions internationales de l'intervention de l'OTAN au Kosovo et de la politique américaine face à l'Irak.

Le 16 juillet 2001, « afin d'institutionnaliser leur position commune sur les grandes questions internationales caractérisée par l'opposition à la politique américaine et par la défense d'un monde multipolaire géré par l'ONU »⁷, la Russie et la Chine signent à Moscou un traité dit de « bon voisinage, d'amitié et de coopération »⁸. Suite à ce traité, un comité permanent est créé entre les deux pays afin de coordonner la coopération dans les domaines de l'économie, du commerce, de l'énergie, de la technologie militaire, des transports, de la science, des technologies de l'information et de l'espace.

Cette reprise du dialogue débouche sur des avancées concrètes dont la plus

⁵ En 1989, les forces russes déployées sur la frontière sino-russe sont estimées à 3 divisions blindées, 21 divisions d'Infanterie (soit 325 000 hommes et 4 500 chars), 870 avions, 24 sous-marins lanceurs d'engins, 2 porte-avions, 11 croiseurs et 56 frégates. Chiffres cités par Anderson Jennifer, *The limits of Sino-Russian strategic partnership*.

⁶ Ces accords passés entre la Russie, la Chine, le Tadjikistan, le Kazakhstan et le Kirghizstan encadrent strictement les conditions de réalisation de manœuvres militaires dans les zones frontalières.

⁷ COLIN, Sébastien, *Le développement des relations frontalières entre la Chine et la Russie*, p 5.

⁸ Ce traité qui entre vigueur le 28 février 2002, prône « le développement de relations de voisinage stables et à long terme (...) sur la base d'une coopération mutuelle bénéfique » et pour cela les deux pays s'engagent « à ne rentrer dans aucune alliance ou conflit dirigé contre un pays tiers ».

spectaculaire est sans nul doute le règlement de l'épineux différend des frontières.

1.3.2 *Le règlement définitif de la question des frontières.*

Comme le souligne Sébastien Colin, lorsque les 9 et 10 novembre 1997 Jiang Zemin et Boris Eltsine annoncent « l'achèvement historique » de la démarcation de la partie orientale de la frontière, le soulagement et la satisfaction sont légitimes pour les deux dirigeants.

En effet, les obstacles ont été nombreux et les oppositions locales parfois vives. Au début de l'année 1997 le retard sur le calendrier fixé est considérable puisque seulement 2 500 des 4 195 kilomètres de frontière sont bornés. Cette situation s'explique essentiellement par les évolutions internes de la Russie.

Le traité frontalier de 1991 a été fortement contesté par les dirigeants des entités administratives frontalières russes⁹. Ces derniers ont accusé le pouvoir central d'avoir établi un traité illégal qui cède des terres russes à la Chine et sans même les en avoir avisés. En effet, les autorités locales ont été placées devant le fait accompli et n'ont pris connaissance du contenu du traité qu'en 1993, lors du début des travaux de démarcation. Dès lors, la tension s'est cristallisée sur cinq secteurs litigieux.

Outre la maladresse du Kremlin, il est essentiel de noter que ces tensions entre le pouvoir central russe et les autorités locales s'inscrivent également dans le contexte de la désagrégation de l'Union soviétique et de l'apparition de luttes d'influence de certains dirigeants éloignés physiquement de Moscou qui cherchent à accroître au maximum leurs pouvoirs locaux. Le règlement du différend frontalier a donc été rendu plus difficile à cause du bras de fer qu'ont engagé avec le pouvoir de Boris Eltsine des hommes comme Victor Ishaev, gouverneur de la région de Khabarovsk, ou comme Evgenii Nazdratenko, gouverneur de la région du Primorie. Les points de blocage sur les secteurs des îles de la rivière Argoun, des îles du fleuve Amour et des territoires frontaliers du Primorie ont donc nécessité l'intervention du pouvoir fédéral russe.

Cette réaffirmation du pouvoir central a permis de trouver une issue honorable et Vladimir Poutine a pu annoncer, lors de sa visite à Pékin le 15 octobre 2004, que « les deux parties sont parvenues à un accord sur le règlement des problèmes frontaliers bilatéraux. »¹⁰

Le règlement définitif du différend frontalier constitue un préalable décisif dans l'établissement de relations pérennes et stables entre les deux pays. Il représente l'obstacle qui a conduit la Chine et la Russie au bord d'un conflit majeur et il était indispensable de le

⁹ Oblast de Tchita et oblast d'Amour, kraï de Khabarovsk et kraï du Primorie.

¹⁰ Source : Ministère des affaires étrangères de la République Populaire de Chine.

surmonter en préambule à toute initiative de rapprochement. Néanmoins, la qualité du dialogue entre Moscou et Pékin est toujours influencée par le comportement des Etats-Unis.

1.3.3 Mais un dialogue sous l'influence du comportement américain.

Pour dynamique qu'il soit, le dialogue sino-russe n'en demeure pas moins marqué par l'ombre de Washington. En effet, Moscou a toujours tendance à moduler son degré de rapprochement avec Pékin en fonction de l'attitude internationale des Etats-Unis. Ainsi, alors que le traité « d'amitié » est signé en juillet 2001 entre la Chine et la Russie, le Kremlin n'hésite pas à négliger le partenariat en se rapprochant de Washington suite aux attentats du 11 septembre 2001. Moscou utilise cette occasion pour participer à la coalition contre le terrorisme et légitimer ainsi la guerre en Tchétchénie. De plus, profitant de ce rapprochement transatlantique, la Russie émet le souhait de participer à l'OTAN et ne critique pas les Etats-Unis lors de leur retrait du traité *Antiballistic missile defense* (ABM), ce qui, nous le verrons par la suite, est considéré comme un manque de fiabilité russe par des dirigeants chinois qui se préparent à une opposition toujours plus grande sur la scène internationale avec les Etats-Unis. Ce rapprochement américano-russe n'est interrompu que par le contexte international du chantage nucléaire nord-coréen et de la préparation de l'intervention américaine en Irak qui marque une divergence de vues entre Washington et Moscou et une proximité de position entre le Kremlin et Pékin.

De même, l'affaire ukrainienne montre ce même phénomène moscovite. C'est au moment où le Kremlin connaît des échecs face aux Etats-Unis ou occidentaux que ses dirigeants décident de se tourner vers l'Asie et la Chine. Ainsi, au moment du « cafouillage » diplomatique russe en Ukraine, la Russie a annoncé un important renforcement de la coopération militaire avec Pékin par le biais d'exercices conjoints de grande envergure sur le territoire chinois en 2005¹¹ et par la possibilité de vendre des bombardiers stratégiques TU 22 à son ennemi d'hier.

Si on ne se place que du seul point de vue russe, la Chine apparaît donc comme une carte dans le jeu des dirigeants russes face aux Occidentaux. Carte qui est régulièrement jouée lorsque Moscou connaît des déboires à l'Ouest. Ce qui ne permet pas, pour l'instant, de considérer la reprise du dialogue sino-russe comme un phénomène profond et pérenne¹².

Pékin n'est d'ailleurs pas dupe et semble adopter une attitude similaire dans sa relation avec le Kremlin.

¹¹ Source : Vladimir Isachenkov, Associated Press, 27 décembre 2004.

¹² Il est à noter que les objectifs fixés par Igor S. Ivanov à la diplomatie russe pour 2004 placent l'extension de la coopération avec les partenaires asiatiques (RPC, Inde, Japon et autres) en 9^{ème} position, derrière la consolidation des relations russo-américaines et le développement d'un partenariat avec l'Union européenne et l'OTAN.

Marquées par des différends historiques les relations sino-russes semblent aujourd'hui apaisées. Le dialogue est de retour mais le passé tourmenté explique encore aujourd'hui la méfiance qui existe entre les dirigeants de ces deux pays. Face à des dirigeants russes qui sont naturellement enclins à se tourner vers l'Occident et qui ont montré leur manque de fiabilité au cours de l'histoire récente, les Chinois mènent une politique pragmatique mais ne recherchent pas un rapprochement inconditionnel. Pour eux, comme le souligne Sébastien Colin¹³, il s'agit de poursuivre quatre objectifs au travers de la normalisation de ses relations avec Moscou : assurer la stabilité de la frontière, se positionner dans un environnement stratégique en recomposition, développer les régions enclavées du Heilongjiang et du Jilin, et assurer son approvisionnement en énergie et en armement.

De même, la rivalité passée entre les deux pays pour le *leadership* du « bloc socialiste » est toujours présente dans les esprits de dirigeants russes qui voient toujours la Chine comme un pays culturellement différent et objectivement rival, voire potentiellement ennemi. Dès lors, on peut se demander si les facteurs de rapprochement entre les deux pays sont de nature à dépasser ces antagonismes historiques.

¹³ COLIN, Sébastien, *Le développement des relations frontalières entre la Chine et la Russie*, Centre d'Etudes et de Recherches Internationales, n°96, juillet 2003, 45 pages.

2 Une relation sino-russe sous l'influence de facteurs de rapprochement.

Face à la menace terroriste ou séparatiste et à la progression de l'influence américaine à leurs frontières, Moscou et Pékin sont amenés à se rapprocher pour contribuer à la stabilité de l'Asie centrale. Un rapprochement qui se double d'une complémentarité énergétique et économique des deux pays de nature à déboucher sur une coopération étroite.

2.1 Le terrorisme et la sécurité collective au cœur des préoccupations.

Confrontés à la menace des extrémistes musulmans, des trafics et de la criminalité, les gouvernements chinois et russe ont trouvé un terrain d'entente. De plus, ils poursuivent un objectif commun : limiter l'influence américaine dans la région.

2.1.1 La lutte contre les mouvements séparatistes et terroristes.

Les attentats du 11 septembre 2001 ont permis des rapprochements surprenants. Le Kremlin, engagé dans la guerre en Tchétchénie, et Pékin, régulièrement préoccupée par les mouvements séparatistes ouïghours dans le Xinjiang, ont su mettre à profit l'offensive mondiale des Etats-Unis contre toute forme de terrorisme pour légitimer leurs actions sur le plan international. De plus, la Chine et la Russie ont opéré des rapprochements significatifs en matière de lutte contre les trafics, la criminalité et les bases arrière des mouvements terroristes musulmans en Asie Centrale. Ainsi, l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) est créée le 15 juin 2001 dans la continuité du *Shanghai five* de 1996. Cette organisation permanente, qui regroupe les pays fondateurs du forum (Chine, Russie, Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan) et l'Ouzbékistan, a permis de stabiliser et de démilitariser les frontières. Et, aujourd'hui, elle cherche à institutionnaliser la coopération de ces pays en matière de sécurité et de coopération économique.

Sur le plan de la lutte contre le terrorisme, comme le souligne Alexandre Golts, les manœuvres communes de 2003 ont révélé que, moyennant quelques adaptations en terme de commandement, une coopération restreinte est possible. De plus, afin de renforcer la réactivité de l'organisation, le centre régional de lutte anti-terroriste, chargé de mettre en commun le renseignement des pays de l'OCS, a été inauguré à Tachkent en janvier 2004.

Cette volonté de coopérer dans le domaine de la lutte contre le terrorisme a été réaffirmée à

l'occasion de la visite de Vladimir Poutine à Pékin le 15 octobre 2004. Les deux pays « considèrent le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme comme de grandes menaces pour la sécurité des Etats souverains, pour la paix et la stabilité du monde », et ils veulent « promouvoir (...) la coopération constructive au sujet de la lutte anti-terroriste entre l'Organisation de Coopération de Shanghai et la Commission anti-terroriste du Conseil de Sécurité »¹⁴.

Cette coopération sino-russe en Asie Centrale répond donc à la nécessité de faire face à la menace commune que représente l'extrémisme musulman, le séparatisme, la criminalité transfrontalière et les trafics, mais elle permet également de tenter de s'opposer à la progression de l'influence américaine dans une région jugée stratégique par les deux pays.

2.1.2 *La nécessité de contrer l'influence américaine en Asie centrale.*

Dès 1994, comme le montre Frédéric Lasserre, le Kremlin s'inquiète de la présence croissante des entreprises occidentales en Asie Centrale, et en particulier dans le domaine des hydrocarbures. De plus, la réaction américaine aux attentats du 11 septembre 2001 a eu pour conséquence de faire entrer un nouvel acteur en Asie Centrale. En effet, l'intervention armée en Afghanistan a impliqué l'Ouzbékistan, le Kirghizstan et le Tadjikistan par le biais de l'installation de bases américaines. Dès lors, l'Ouzbékistan de Karimov, désireux de marquer son indépendance et d'affirmer un rôle de *leader* régional, a pleinement joué la carte de Washington. Un partenariat stratégique a été signé en mars 2002 entre les deux pays, ouvrant la voie à l'aide financière et au renforcement de la coopération militaire. Et même si ce partenariat marque le pas aujourd'hui, Tachkent demeure le point d'appui incontournable des Etats-Unis dans la région.

De même, l'influence américaine n'est pas négligeable au Turkménistan et au Kazakhstan dans le domaine des voies d'exportation des hydrocarbures. Le tracé de l'oléoduc Bakou - Tbilissi - Ceyhan concurrence les projets russes et chinois dans la région, de même que le projet de gazoduc transafghan vers le Pakistan.

Dès lors, face à l'influence naissante des Etats-Unis en Asie Centrale, la Russie et la Chine cherchent à maintenir ou à développer leur rôle dans la région.

La Russie, qui n'est plus en position dominante, cherche à préserver son influence sur le plan diplomatique et militaire par la création, en mai 2002, de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC). Cette organisation dérivée du traité de sécurité collective de 1992 rassemble la Russie, l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan.

¹⁴ Source : Ministère des affaires étrangères de la République Populaire de Chine.

Comme le souligne Thomas Juneau, son objectif est essentiellement sécuritaire et permet au Kremlin de maintenir son influence dans des pays où l'exode des populations russes affaiblit inexorablement le rôle de Moscou. Le principal élément du renouveau de la diplomatie russe dans la région est constitué par la création d'une base militaire à Kant, au Kirghizstan, à moins de 100 kilomètres de la base américaine de Manas. Cette base doit contribuer à la force de déploiement rapide pour l'Asie centrale, agissant sous l'égide de l'OTSC créée en 2001.

La Chine, consciente de la sensibilité russe dans son étranger proche, collabore à la sécurisation de la région, comme nous l'avons vu, par le biais de l'OCS et, la question frontalière étant réglée, elle cherche à contrer l'influence américaine par la voie du développement économique. Ainsi, comme le montre Frédéric Lasserre, Pékin encourage le développement économique des régions frontalières du Kazakhstan et du Kirghizstan. Les autorités chinoises soutiennent également des projets routiers et ferroviaires qui s'inscrivent dans une logique de désenclavement de la région et d'ouverture avec la Chine. Cette action dans le domaine des transports se double de nombreux investissements chinois dans le secteur des hydrocarbures. Ainsi, afin de limiter sa dépendance énergétique Pékin a investi, en 1997, 7,8 milliards de dollars dans l'exploitation du gisement kazakh d'Aktyubinsk et dans la construction d'un oléoduc.

Cette présence économique croissante de la Chine permet donc de renforcer la place de Pékin auprès des pays frontaliers. Comme le prouve, par exemple, l'essor du commerce entre la Chine et le Kazakhstan ; commerce qui a été multiplié par 4,6 entre 1994 et 2000, passant de 336 millions de dollars à 1 558 millions de dollars¹⁵.

Confrontés à une menace d'instabilité dans une région frontalière que la Russie et la Chine considèrent comme stratégique, les gouvernements des deux pays jouent donc la carte de la collaboration. Cette collaboration est renforcée par la peur de voir les Etats-Unis développer leur influence dans des régions frontalières très sensibles. Dès lors, au-delà de la rivalité que certains analystes voient entre Pékin et Moscou sur la question de l'Asie Centrale, il semble bien que les dirigeants des deux pays poursuivent, pour l'heure, un objectif commun et cherchent à compléter leur influence pour réduire au maximum la marge de manœuvre américaine dans la région¹⁶. Mais la question de l'Asie Centrale ne constitue pas le seul facteur notable de rapprochement entre ces deux pays. La question énergétique est également de nature à aboutir à une coopération plus étroite entre Moscou et Pékin.

¹⁵ LASSERRE, Frédéric, *Permanence et bouleversements en Asie centrale*, page 79 in collectif, *Asie centrale et Caucase*, Les presses de l'université Laval, 2005.

2.2 La question centrale de l'énergie.

Facteur évident de rapprochement, le secteur énergétique a permis des avancées concrètes en matière de coopération sino-russe. Néanmoins, cette coopération est encore largement limitée par la prédominance des stratégies purement nationales.

2.2.1 Une offre et une demande complémentaires.

Depuis 1993 la Chine est devenue un importateur de pétrole. Cette situation nouvelle pour les dirigeants chinois résulte d'une envolée de la consommation énergétique dans un pays qui s'est lancé dans un rattrapage économique sans précédent. Les taux de croissance records qu'affiche Pékin année après année ont abouti à ce que, aujourd'hui, la RPC est le 2^{ème} importateur mondial de pétrole avec 6,5 millions de barils/jours ; juste derrière les Etats-Unis et, dorénavant, devant le Japon. De plus, cette position d'importateur majeur est amenée à se renforcer sur le long terme car, selon un scénario de l'Agence Internationale de l'Energie, les importations chinoises pourraient atteindre 7,9 millions de barils/jours en 2020 et 11,1 millions de barils/jours en 2030¹⁷.

Sur le plan du gaz la situation est plus contrastée. La Chine a traditionnellement mis l'accent sur la consommation de charbon pour subvenir à ses besoins énergétiques et le gaz est utilisé de façon marginale puisqu'il ne représente que 2,5 % de l'approvisionnement énergétique en 2000. Néanmoins, le gouvernement a clairement affiché sa volonté de modifier ce ratio et a planifié un rattrapage dans ce domaine. Ainsi, la part du gaz naturel doit passer à 6 % en 2010 pour atteindre 10 % de l'approvisionnement énergétique en 2020. La demande gazière chinoise est donc amenée à progresser au cours des prochaines années même si le niveau de la demande évolue du simple au double selon les scénarios. Cette incertitude sur les estimations provient essentiellement des doutes de certains analystes sur la capacité chinoise à mettre en place une infrastructure gazière à grande échelle et à modifier la structure relative des prix entre énergies afin de rendre le gaz naturel compétitif face à un charbon artificiellement bon marché. Quoi qu'il en soit, et malgré la mise en exploitation du gisement du bassin de Tarim et l'ouverture en fin 2004 d'un gazoduc entre le Xinjiang et Shanghai avec l'aide de Gazprom, la RPC n'a pas la capacité de rester autonome sur le plan gazier.

Face à cette formidable demande la Russie présente des caractéristiques de

¹⁶ L'initiative sino-russe menée en juin 2002, dans le cadre de l'OCS, pour restaurer le dialogue indo-pakistanaïse constitue d'ailleurs un exemple flagrant de cette volonté de faire front commun.

¹⁷ Source : AIE – *World energy outlook, 2004*, AIE/OCDE, 2004, 563 pages.

complémentarité. Disposant d'importantes réserves¹⁸, la Russie est devenue un acteur majeur sur un marché des hydrocarbures particulièrement tendu. Second producteur mondial de pétrole et de gaz, ayant besoin des exportations d'hydrocarbures pour financer le développement de son économie, Moscou trouve en Asie un formidable débouché. Débouché qui lui permet de diversifier ses clients par trop occidentaux.

Ainsi, de nombreux projets de coopération sont apparus dans le domaine de l'énergie. On peut citer l'accord passé en 1999 entre les firmes Ioukos et China National Petroleum Corporation sur la livraison de 10 millions de tonne de pétrole en 2005 et sur la construction d'un oléoduc pour transporter ce pétrole entre Angarsk, située en Sibérie orientale, et Daqing, dans le Heilongjiang. Cet accord a été largement remis en cause depuis le démantèlement de Ioukos en 2004. Mais d'autres projets sont toujours en cours d'étude ou de réalisation, comme l'accord d'exploitation du gisement gaz de Kovykta en Sibérie orientale, la construction de gazoducs entre les gisements russes de Chainadin, de Talakan et la Chine, ou encore la participation de Gazprom au développement d'un gisement dans le bassin du Tarim, dans le Xinjiang.

Mais le secteur des hydrocarbures n'est pas le seul domaine de coopération et la Russie exporte également son savoir-faire en matière de nucléaire civil. En effet, cette coopération, lancée en 1992 par un accord intergouvernemental, se concrétise aujourd'hui par la réalisation d'une centrale nucléaire à Tianwan, dans la province du Jiangsu. Cette centrale doit fournir 14 milliards de kilowttheures par an à la municipalité de Shanghai. Le secteur de l'énergie nucléaire est en plein développement et sur ce point la Russie est déjà en concurrence avec des entreprises occidentales. La pénétration de ce secteur dépendra du degré de transfert de technologies qu'accepteront de réaliser les différents fournisseurs de la Chine.

La Russie et la Chine apparaissent donc comme deux partenaires complémentaires dans le secteur énergétique. La Chine a un besoin crucial d'énergie pour soutenir sa croissance et la Russie a besoin d'exporter pour financer son développement économique. La coopération dans ce domaine semble donc être amenée à s'approfondir et à constituer un facteur de rapprochement, sauf volonté politique contraire.

2.2.2 *Les choix stratégiques de la Russie.*

En effet, la parfaite complémentarité entre une économie riche en ressources naturelles et une économie manufacturière dépendante de ses approvisionnements constitue une

¹⁸ Fin 2001, les réserves russes représentent 4,6 % des réserves prouvées de pétrole (6^{ème} rang mondial) et 30,7 % des réserves de gaz naturel (1^{er} rang mondial). Source : BP.

condition nécessaire, mais pas suffisante, à l'établissement d'un fort partenariat. Les choix stratégiques des pays peuvent limiter un tel partenariat.

Ainsi, les choix politiques russes peuvent venir entraver un approfondissement de la relation sino-russe dans le secteur de l'énergie. Et, force est de constater que la stratégie de développement russe ayant changé, l'impact sur ce secteur est inévitable.

En effet, comme l'explique Iouriï Alexandrov¹⁹, l'objectif de doublement du Produit Intérieur Brut (PIB) russe à l'horizon 2010 ne pouvant être atteint par la politique économique menées au cours des dernières années, Vladimir Poutine a changé d'approche. D'une politique de simple exploitation de ses ressources naturelles – qui faisait le jeu des grands groupes pétroliers privés – la Russie est passée à une politique d'exportation des hydrocarbures dans la perspective de financer le développement économique du pays. L'accent est donc mis sur les projets d'importance nationale afin de créer les conditions favorables à la croissance économique, à l'intégration plus profonde des économies des parties européennes et asiatiques du pays, au renforcement de la sécurité nationale et au développement des relations avec la zone Asie Pacifique.

Cette nouvelle approche explique, en partie, l'abandon du projet privé d'un oléoduc en direction de la Chine au profit du projet public d'un oléoduc débouchant sur la côte Pacifique, en direction du Japon, avec une branche vers la Chine. En effet, un tel choix répond à la nécessité de développer l'Extrême Orient russe - et donc à en faire un espace économique structuré plus facilement défendable – et à répondre à la volonté du Kremlin de se rapprocher du Japon – Tokyo ayant révélé un intérêt soudain pour un tel oléoduc en 2003.

Ainsi, comme le souligne Iouriï Alexandrov, « le gouvernement russe, dans le domaine de l'énergie, ne considère pas aujourd'hui les relations avec la Chine comme prioritaires par rapport aux autres possibilités ». Pour Moscou, la coopération avec Pékin dans ce domaine ne constitue pas un enjeu prioritaire et ne révèle pas la volonté d'un rapprochement inconditionnel. Cette conception semble d'ailleurs partagée par les autorités chinoises.

2.2.3 *Les choix de diversification de la Chine.*

Face à l'attitude prudente de la Russie les dirigeants de l'Empire du Milieu affichent une prudence tout aussi grande. Certes, la Russie est devenue le fournisseur principal de la Chine en septembre 2004 avec 455 000 barils/jour sur un total de 2,5 millions de barils/jour (soit

¹⁹ ALEXANDROV, Iouriï, *Le complexe de l'énergie dans les relations russo-chinoises*, séminaire de la FRS du 24 janvier 2005.

18,2 %) ²⁰, devant l'Arabie Saoudite et l'Angola. Mais le mot d'ordre demeure la diversification des approvisionnements. En effet, la question de la sécurité énergétique se pose en termes différents dans un pays qui jusque dans les années 1990 prônait l'autonomie. Comme l'explique Catherine Locatelli ²¹, cette sécurité passe par l'établissement de relations privilégiées avec les zones productrices d'hydrocarbures, par la diversification des fournisseurs, la prise de participation dans les zones productrices et par la sécurisation des voies d'approvisionnement.

C'est dans ce cadre que la Chine n'hésite pas à investir dans la Caspienne voire en Russie. En effet, la compagnie d'Etat China National Petroleum Corporation s'intéresse à la privatisation du secteur pétrolier russe. Longtemps écartée des appels d'offre, la compagnie pourrait enfin obtenir sa première participation, à hauteur de 20 %, à l'occasion de la vente de Yuganskneftegaz.

C'est également dans ce cadre que Pékin a accepté de financer un oléoduc entre le Kazakhstan et le Xinjiang en s'engageant à assurer l'approvisionnement de ce *pipe line*. La concrétisation de ce projet d'oléoduc est d'ailleurs ressentie comme un échec géopolitique par Moscou qui cherche à contrôler au maximum les exportations d'hydrocarbures d'Asie Centrale.

Dans le secteur énergétique, comme dans d'autres, la Chine ne semble donc pas faire confiance à la Russie et sa coopération s'inscrit plus dans une logique de diversification que dans une volonté de partenariat étroit.

La Chine et la Russie apparaissent comme deux voisins particulièrement complémentaires dans le secteur énergétique. Néanmoins, le niveau de coopération dans ce domaine répond encore essentiellement à des impératifs politiques, diplomatiques et économiques propres à chacun des pays. La coopération sino-russe sur le plan énergétique est un facteur de rapprochement indéniable mais il ne constitue pas le socle matériel indispensable à la concrétisation d'un réel partenariat stratégique. Le rapprochement économique semble présenter des caractéristiques similaires.

2.3 Le pragmatisme économique.

La nécessité de développer les régions frontalières et les besoins chinois en matière d'armements permettent d'envisager un rapprochement sino-russe sur le plan économique.

²⁰ Source : *Russia's China exports double on year*, Petroleum Argus, 12 novembre 2004, page 3.

²¹ LOCATELLI, Catherine, *L'enjeu énergétique des relations entre la Chine et la Russie-Caspienne*, Séminaire de la FRS du 24 janvier 2005.

2.3.1 *La nécessité de développer l'économie frontalière.*

La volonté de développer les régions frontalières apparaît comme un objectif commun pour la Russie et la Chine. En effet, Moscou cherche à faire de l'Extrême orient russe un espace économique cohérent et mieux intégré à l'économie de la Fédération. Il est en effet évident que le développement et l'intégration économique permettent de diminuer les tentations autonomistes voire séparatistes d'une région éloignée de sa capitale, tout en permettant de redevenir attractive pour une population qui est souvent tentée par l'exode en direction de l'ouest du pays.

De même, Pékin souhaite développer l'économie locale des provinces frontalières du Heilongjiang, du Jilin et de la Mongolie intérieure qui ont été fortement touchées par le chômage suite à la transition vers le modèle de « société socialiste de marché ». C'est ce chômage massif qui explique d'ailleurs l'afflux massif d'immigrés chinois dans les régions frontalières russes.

Le problème est sensiblement différent dans la région du Xinjiang où le problème de développement est réel mais où la frontière est beaucoup plus courte et où les populations sont plus tournées vers l'Asie Centrale.

Face à ce problème commun de développement, les gouvernements chinois et russe ont réalisé quelques rapprochements pragmatiques. Le programme Tumen constitue le plus emblématique de ces rapprochements. Ce programme, réalisé sous les auspices du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), repose sur l'idée chinoise de réaliser une zone de développement économique centrée sur le fleuve Tumen et incluant la zone de libre-échange de Ranjin-Sonbong en Corée du Nord, la préfecture autonome des Corées de Yanbian dans la province chinoise du Jilin et la partie méridionale du *krai* du Primorie. Lancé avant la chute de l'Union soviétique, le programme n'obtient l'accord des trois pays participants qu'en octobre 1992. Néanmoins, les réalisations concrètes ne purent être réalisées qu'après la démarcation de 1997 et surtout après la réaffirmation du pouvoir fédéral en Russie car, les dirigeants russes locaux opposés au programme ont largement ralenti l'avancée du projet. Mais cette réalisation n'est pas le seul exemple des initiatives prises par les deux pays pour dynamiser l'économie frontalière. Boris Eltsine a lancé une réforme afin de réduire et d'harmoniser les multiples taxes locales qui étaient apparues lors de la période de fronde des régions russes. Ce à quoi le gouvernement chinois a répondu par une harmonisation et une baisse des droits de douane.

De même, le passage frontalier a été clarifié et harmonisé par un accord entre les deux pays le 1^{er} juillet 1999, facilitant les voyages commerciaux entre certaines villes frontalières.

Ainsi, après avoir fortement chuté durant la période 1994-1996, le commerce du Heilongjiang

a plus que doublé en valeur avec la Russie de 1996 à 1999. Ce même dynamisme frontalier se retrouve pour la province du Jilin et, dans une moindre mesure, pour la Mongolie intérieure. Ce rapprochement sino-russe qui touche les secteurs du tourisme, de l'agriculture et du commerce est appelé à durer ne serait-ce que par les besoins en main-d'œuvre chinoise de la partie russe pour faire tourner son économie. Même si ce renforcement de la présence économique asiatique dans l'Extrême Orient inquiète inévitablement une population russe qui se sent de plus en plus délaissée par le pouvoir fédéral.

La coopération frontalière est donc une préoccupation commune à laquelle les Russes et les Chinois ont su répondre de manière pragmatique et conjointe. Ce développement croisé des régions frontalières constitue un facteur de rapprochement essentiel, du moins tant que l'équilibre économique est à peu près respecté de part et d'autre de la frontière. Cette coopération économique locale se double d'une collaboration renforcée dans le secteur de l'armement.

2.3.2 Les besoins de débouchés de l'industrie d'armement russe.

Même si les commandes russes repartent aujourd'hui, l'industrie de l'armement russe n'a pu traverser une longue période d'absence de demande intérieure qu'en se tournant vers l'export, et en particulier l'export vers la Chine. En effet, parallèlement à cette nécessité russe de trouver des débouchés, le budget d'achat de la RPC a décollé pour atteindre 3 milliards de dollars en 2002 et, désormais, elle dispute la place de premier client de la Russie à l'Inde.

Cette accélération de l'équipement chinois se traduit essentiellement par des achats dans le domaine aéronautique, naval et anti-missiles. Le souci majeur de Pékin étant toujours la possible indépendance de Taiwan, il est en effet nécessaire de maintenir une pression militaire pour éviter l'irréparable en attendant que l'annexion de cet Etat - dont l'économie dépend aujourd'hui en grande partie de la RPC - se fasse par des biais plus pacifiques. De plus, la sécurisation des voies maritimes est devenue une préoccupation de Pékin et la constitution d'une force navale efficace est inévitable pour un pays qui cherche à sécuriser ses approvisionnements et à préserver sa liberté diplomatique.

La Russie, pour sa part, dispose d'une gamme complète de savoir-faire dans le domaine de l'industrie de l'armement et cherche à exporter pour assurer la survie de ses entreprises. De plus, depuis les événements de la place Tienanmen en 1989, Moscou n'a que peu de concurrents. D'ailleurs, profitant de cette position, le Kremlin a toujours livré des armes moins perfectionnées à la Chine qu'à l'Inde, l'autre grand client de l'industrie russe et

allié historique du Kremlin²².

Néanmoins, comme le souligne Konstantin Makienko²³, la tendance est à la livraison d'armements de plus en plus perfectionnés et à l'augmentation des transferts de technologies. En effet, la démarche actuelle de l'Union européenne en faveur de la levée de l'embargo va, à court terme, mettre l'industrie russe en concurrence avec les firmes occidentales. Cette concurrence, dont la concurrence israélienne préfigure ce qu'elle risque d'être, pousse donc la Russie à fournir des matériels de plus en plus performants. Ainsi l'éventualité de la cession de bombardiers stratégiques TU 22 ou de sous-marins nucléaires n'est plus à exclure, d'autant plus que l'Inde vient d'en passer commande. En revanche cette coopération n'a que peu de chance de se réaliser sur le terrain car, hormis des manœuvres communes, les Russes et les Chinois ont adopté des modèles d'organisation militaire totalement différents.

Sur le plan de l'industrie de l'armement, la coopération sino-russe est donc amenée à se renforcer dans les prochaines années sous la pression de la concurrence occidentale, et sous réserve du choix politique russe de doter son ancien adversaire d'armements de niveau équivalent. Néanmoins, malgré des avancées de taille comme la signature de l'« Accord entre la RPC et la Fédération de Russie sur l'accès au marché relatif à l'adhésion de la Russie à l'OMC » du 14 octobre 2004, la coopération économique demeure un point faible dans la perspective de l'élaboration d'un fort partenariat entre les deux pays.

Il apparaît donc qu'il existe de réels facteurs de rapprochement entre la Chine et la Russie. Sur le plan de la sécurité et de la nécessaire stabilisation de l'Asie Centrale, il existe des préoccupations communes et des approches complémentaires. Sur le plan énergétique comme sur celui de l'équipement militaire, les deux pays sont complémentaires. Néanmoins pour que ces facteurs puissent constituer la base solide d'un partenariat stratégique efficace, il faudrait que la Russie se tourne résolument vers la Chine pour que cette dernière puisse réellement avoir confiance. Hors, comme le souligne Sébastien Colin, « le gouvernement fédéral russe voit en la Chine un très bon partenaire en ce qui concerne l'achat de son pétrole et de ses armes, mais certainement pas un correspondant économique qui permettra au pays de se remettre totalement de la crise financière de 1998. Les vrais clients pour cela se trouvent, à ses yeux en Europe et aux Etats-Unis ». Ces facteurs de rapprochement ne sont donc pas encore suffisamment mis en valeur et ils ont du mal à faire oublier des oppositions profondes qui demeurent entre les deux pays.

²² Ainsi, les SU 30 livrés à Pékin sont équipés de radars moins perfectionnés que ceux qui équipent les SU 30 fournis à New Delhi.

3 Des oppositions de fond qui pénalisent tout rapprochement profond et pérenne.

Au delà de la politique déclaratoire de partenariat et d'amitié, la réalité des relations entre les deux pays montre qu'il s'agit plutôt d'une coopération partielle et pragmatique. Et ce d'autant plus que des points d'opposition fondamentaux persistent.

3.1 La confrontation de deux visions des équilibres mondiaux.

Malgré une communauté de point de vue affichée, l'approche des relations mondiales diverge totalement entre Moscou et Pékin.

3.1.1 L'affichage d'une volonté commune de favoriser la « multipolarité ».

De prime abord, les positions des diplomaties russe et chinoise sont très proches. La volonté de promouvoir un monde « multipolaire » est régulièrement affirmée ; même si le terme utilisé par la partie russe est devenu « multi vectoriel ».

Pour Moscou et Pékin, il est essentiel de réaffirmer le rôle de régulateur mondial de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Ainsi, dans la déclaration commune, réalisée à l'occasion de la visite de Vladimir Poutine dans la capitale chinoise le 15 octobre 2004, « les deux parties demandent de régler les contentieux internationaux sous la direction de l'ONU, résoudre les crises conformément au principe du droit international reconnu de tous ». De plus, les deux pays estiment « nécessaire une certaine réforme du conseil de Sécurité afin de renforcer sa capacité pour faire face aux menaces et défis, d'améliorer sa représentativité et d'accroître son efficacité d'opération »²⁴. Cette communauté de position vis-à-vis d'une régulation mondiale se retrouve lors de l'intervention de l'OTAN au Kosovo et lors de l'opération américaine en Irak.

De plus, cette proximité des positions diplomatiques en faveur d'un monde « multipolaire » résulte essentiellement d'un rejet commun de l'hégémonie américaine. Comme le souligne Sébastien Colin, « l'essence même du partenariat sino-russe est donc à chercher dans l'opposition des deux pays vis-à-vis de la politique internationale des Etats-

²³ MAKIENKO, Konstantin, *The Russian-Chinese Arms Trade : an Attempt at Qualitative Analysis*, Moscow Defense Brief, n°2, 2004, pages 14 à 18.

²⁴ Source : Ministère des affaires étrangères de République Populaire de Chine.

Unis, dont l'influence menace selon eux leurs intérêts politiques et stratégiques »²⁵.

La position commune des deux pays sur le plan international est fragile car elle repose sur une approche défensive des intérêts de chaque pays face à l'influence d'un adversaire commun. Un tel rapprochement est donc très fragile car soumis aux aléas des relations internationales. Et ce d'autant plus que la « multipolarité » ne recouvre pas les mêmes sens à Pékin et Moscou.

3.1.2 Mais une « multipolarité » qui recouvre deux sens différents.

Comme l'explique Alexander Golts²⁶, pour la Russie, affirmer la « multipolarité » correspond à une tentative de maintenir une influence internationale alors que la situation économique et financière ne permet plus de mener une politique étrangère active. Alors que pour la RPC, la « multipolarité » permet de préserver son système politique dans un environnement où le pays est profondément lié à l'économie mondiale et à l'activité internationale. La « multipolarité » permet à Pékin de tisser des liens internationaux qui justifient l'existence de l'Etat chinois sous sa forme actuelle.

Ainsi, comme le souligne Alexander Golts, les attaques du Kosovo et de l'Irak ont des répercussions différentes dans les deux pays. Pour la Russie, elles démontrent la capacité des forces occidentales à mener des actions offensives tout en ignorant la position de Moscou. Alors que pour la Chine, elles prouvent la capacité des Occidentaux à pouvoir développer un scénario analogue contre son territoire.

De même, la décision américaine de déployer un dispositif de défense anti-missile est considérée comme frustrante par Moscou, non pas parce qu'elle donne une supériorité stratégique aux Etats-Unis face aux 1 500 têtes nucléaires russes mais parce qu'elle remet en question le traité ABM et donc la position de grande puissance d'une Russie qui elle seule pouvait contrer Washington. Alors que pour les dirigeants chinois cette décision réduit leur capacité de dissuasion.

De plus, les approches diplomatiques de Moscou et de Pékin sont foncièrement différentes. La Russie cherche à maintenir son statut de grande puissance, ou l'illusion de son statut. Ainsi, elle est en permanence à la recherche d'une position équilibrée face à l'Europe ou les Etats-Unis. Cette diplomatie classique et directe se traduit, par exemple, par la revendication d'une participation au sommet des pays les plus industrialisés. Le G7 est donc devenu le G8 en dépit de la faiblesse économique de la Fédération. Moscou aborde donc les

²⁵ COLIN, Sébastien, *Le développement des relations frontalières entre la Chine et la Russie*, p 6.

²⁶ GOLTS, Alexander, *Russia – China : The Military Relations*, Séminaire de la FRS du 24 janvier 2005.

relations internationales dans une logique très occidentale de confrontation de puissances, et la « multipolarité » n'est qu'un outil pour maintenir sa puissance.

La Chine pour sa part adopte une approche indirecte des relations internationales. Ainsi, malgré le 6^{ème} PIB mondial elle ne revendique pas de place aux réunions du G8. Elle n'y dispose que d'un statut d'observateur. Elle ne cherche pas à adopter une diplomatie classique de confrontation et cherche plutôt à développer sa puissance diplomatique sur les espaces libres laissés par les Occidentaux. Sachant pertinemment qu'elle est amenée à développer sa puissance au détriment des Etats-Unis et qu'elle n'est pas encore en mesure de soutenir une telle confrontation, la Chine cherche à développer sa puissance en appuyant sa légitimité sur les relations privilégiées qu'elle peut établir avec diverses zones du monde. Ainsi, bien qu'étant une puissance économique plus qu'émergente, la RPC se veut toujours un chef de file des pays du Tiers-Monde. Elle développe des relations économiques et diplomatiques très actives avec les pays du Sud (Asie, Amérique du Sud, Afrique, Proche et Moyen-Orient)²⁷ et tente de mettre en place des intégrations régionales. La « multipolarité » est donc un moyen d'étendre son influence et elle est abordée dans une optique offensive.

Ainsi, il apparaît bien que, même si Pékin et Moscou affichent leur volonté commune de promouvoir le multilatéralisme et un monde « multipolaire », les objectifs sont très différents. Outil de défense d'un statut perdu de grande puissance pour les uns, outil d'accession à la puissance pour les autres, la « multipolarité » ne recouvre pas un sens et un objectif partagés. Dès lors, de fortes divergences sont susceptibles d'apparaître à long terme. Surtout, lorsque la tension entre la Chine et les Etats-Unis se fera plus forte et que la Russie devra choisir entre sa tendance naturelle à regarder vers l'Ouest et son ancrage asiatique. Mais cette vision divergente des équilibres mondiaux n'est pas le seul facteur qui est amené à dégrader les relations sino-russes. Le poids des déséquilibres démographiques est lui aussi de nature à pénaliser les bonnes relations entre les deux pays.

3.2 Le poids des déséquilibres démographiques.

3.2.1 La démographie russe : symptôme d'un pays en repli sur lui-même ?

La situation démographique russe est particulièrement préoccupante pour les

²⁷ Cette approche n'est d'ailleurs pas sans rappeler la stratégie globale que préconisait Mao pour atteindre le triomphe du communisme sur le capitalisme.

dirigeants du Kremlin. En effet, 3^{ème} population mondiale en volume en 1992 avec 148,3 millions d'habitants, la Russie n'occupe plus, en 2000, que le 6^{ème} rang mondial avec 146 millions d'habitants, et les projections annoncent une poursuite du recul à hauteur de 144 millions en 2010, 123 millions en 2030 et peut être 80 millions en 2050²⁸. Cette importante contraction démographique russe s'explique par deux raisons essentielles selon Gérard-François Dumont²⁹ : la baisse de la natalité et une mortalité en hausse constante.

La baisse de la natalité est considérable. D'un nombre annuel de naissances de 2 millions et plus dans les années 1970 et 1980, la Russie est passée à un chiffre de 1,3 millions de naissances annuelles en 2002. Ce phénomène s'explique évidemment par une chute du taux de fécondité qui n'atteint plus que 1,2 enfant par femme en 2000.

Pour le cas de la Russie, cet effondrement de la natalité constitue plus le reflet d'une société en décomposition, en manque de confiance dans l'avenir, que le signe d'un pays en transition démographique et économique.

Cette chute du nombre des naissances vient croiser une mortalité particulièrement élevée. Ce taux de mortalité exceptionnellement élevé en Europe s'explique tout d'abord par des raisons écologiques. L'utilisation à grande échelle de procédés industriels très polluants a aujourd'hui de considérables retombées en matière de santé.

De plus, ce taux de mortalité s'explique également par une surmortalité masculine caractéristique de la Russie. Ainsi, on constate un écart entre l'espérance de vie des hommes et celle des femmes (respectivement 59 et 72 ans) ; espérance de vie qui, d'ailleurs, diminue depuis les années 90. Cette situation résulte essentiellement d'une forte consommation d'alcool chez les hommes (accentuant les risques de maladies cardio-vasculaires et accroissant les comportements mortifères), mais aussi d'un taux d'homicide trois fois supérieur à celui des Etats-Unis et d'un taux de suicide devenu le plus fort de la planète.

Enfin, la décrépitude du système de santé publique ne permet pas de contenir une mortalité infantile, qui s'élève au niveau terrifiant de 30 pour mille (contre 8,6 pour mille aux Etats-Unis, eux-mêmes mal classés au sein de l'OCDE), ni même les nouveaux fléaux que sont le SIDA, la drogue ou la malnutrition.

Ce recul démographique n'est pas compensé par l'immigration. En effet, depuis la fin de l'Union soviétique les 25 millions de russophones dispersés dans les anciennes républiques ont dû faire le choix entre rester sur place et s'adapter aux nouvelles conditions de vie fixées par les autorités locales, et revenir vers la mère patrie. Ainsi, de nombreux Russes ont décidé

²⁸ MURAWIEC, Laurent, *L'homme malade de l'Europe*, in AGIR, n°11/12, été-automne 2002, pages 11 à 20.

²⁹ DUMONT, Gérard-François, *La Russie face à sa dépopulation*, in AGIR, n°11/12, été-automne 2002, pages 21 à 26.

de revenir s'installer dans leur pays d'origine. En 1994, 1,15 million de ces « pieds rouges » a choisi cette option, et, entre 1991 et 1997, ils ont représenté un apport de 2,4 millions de nouveaux habitants pour la Fédération³⁰. Ce mouvement migratoire n'est d'ailleurs pas égalitaire puisqu'on note qu'il touche plus les anciennes républiques non slaves que les pays slaves (Ukraine et Biélorussie). Ce flux d'immigrants se tarit aujourd'hui, d'autant plus que les « ex-soviétiques » d'Asie centrale et les « culs noirs » du Caucase sont mal accueillis par une population Russe qui les considère comme des concurrents indésirables sur le marché du travail et du logement.

L'immigration ne vient donc pas compenser le fort recul démographique et la Fédération de Russie semble s'acheminer vers ce que le président de l'Académie de médecine, Valentin Pokrovsky, qualifiait en février 2000 de « catastrophe démographique ».

Cette contraction de la population russe renforce la tendance au repli de la société sur elle-même, à la xénophobie et accentue l'impression de vide du pays le plus vaste du monde. Cette impression de vide est particulièrement marquée dans le tiers central et dans le tiers oriental du territoire russe. En effet, sur ces étendues, la densité de la population est très faible et ne dépasse les 10 habitants/km² que dans les régions de Novossibirsk, d'Irkoutsk et de Vladivostok. Ce phénomène est d'autant plus marqué que, comme le souligne Gérard-François Dumont, la population russe semble s'eupéaniser dans la mesure où la Fédération connaît une accentuation de son déséquilibre démographique au profit des régions les plus proches de l'Europe. En effet, les migrations internes font que le tiers oriental de la Russie connaît un solde migratoire négatif depuis les années 90 alors que les districts de l'Ouest affichent des soldes migratoires positifs.

Ce déséquilibre croissant de la répartition géographique d'une population russe de moins en moins nombreuse débouche, dans la partie extrême-orientale du pays, sur l'accentuation du sentiment de menace que peut représenter la Chine. En effet, face à la dépopulation des régions de l'Est, Moscou et les autorités locales recourent de plus en plus à l'emploi d'immigrés asiatiques pour l'exploitation des immenses ressources de ces régions désertes et pour maintenir l'activité dans des secteurs touchés par la pénurie de main-d'œuvre.

3.2.2 *La question de l'immigration chinoise en Extrême Orient russe.*

Face à cette contraction démographique, le dynamisme de la population chinoise inquiète un peuple russe en repli sur lui-même. En effet, pour faire face aux besoins des régions de l'Extrême-orient, Moscou accepte de voir s'accroître les mouvements

³⁰ ROUX, Camille, *La société russe face aux changements*, in AGIR, n°11/12, été-automne 2002, pages 27 à 36.

d'immigration de travailleurs chinois et asiatiques dans ces régions. Ainsi, entre 1988 - date de l'accord permettant aux populations de certaines villes frontalières des deux Etats de passer d'un pays à l'autre sans visa - et 1992, le nombre annuel de Chinois allant travailler légalement en Russie est passé de 1 286 à 18 905. Et ce mouvement, malgré un ralentissement dans les années 90 suite à des mesures russes, n'a cessé de se développer et, en 2001, environ 35 000 Chinois sont venus travailler en Russie. Cette main d'œuvre, qui doit faire face à la montée du chômage dans l'Empire du milieu, est surtout employée dans les industries d'extraction, de construction et dans les exploitations agricoles. Ces Chinois, qui ne représentent qu'une faible partie de la diaspora, ne se rendent souvent en Russie que pour gagner l'argent nécessaire pour s'expatrier vers une destination plus lointaine (Amérique du Nord ou Europe). La Russie, pour eux, ne constitue donc pas une destination finale.

Cet afflux, qui est considéré comme primordial par les acteurs économiques locaux, sous-tend une crainte russe toujours très vivace au sein de la population de voir ces régions de l'Extrême-Orient annexées en douceur par la Chine. La peur d'une « invasion » chinoise a fait le bonheur de dirigeants populistes comme Evguenii Nazdratenko qui ont su exploiter ce thème pour asseoir leur pouvoir local dans les années 1990. Cette crainte, surtout sensible au sein des populations russes frontalières, se nourrit d'un essor de la contrebande qui a accompagné l'ouverture des frontières, le développement du commerce frontalier et du tourisme³¹.

Dès lors, la volonté affichée par le gouvernement de Pékin d'envoyer ses concitoyens partout dans le monde afin qu'ils reviennent « fertiliser » leur pays des expériences acquises sous des horizons lointains, favorise l'immigration et donne l'impression d'une « invasion » commanditée. Ainsi, les populations de l'Extrême-Orient russe nourrissent une méfiance irréductible face à l'arrivée de ces voisins du sud. De plus, comme le souligne Alexander Lukin³², ces populations russes ont toujours une attirance très forte pour l'Occident, ce qui a tendance à fermer davantage encore les échanges avec la Chine.

Le dynamisme de la diaspora chinoise tranche donc avec la contraction d'un peuple russe en repli sur lui-même. Un peuple russe qui a tendance à se concentrer sur la partie occidentale de son territoire et à laisser à l'abandon la partie orientale, face à une Chine de 1,3 milliard d'habitants démographiquement conquérante. Cette opposition démographique est de nature à créer des tensions durables entre les deux pays. Des tensions qui apparaissent

³¹ En 1999, 1 250 000 touristes chinois ont franchi la frontière, soit une augmentation de 33 % depuis 1996. Ils représentent chaque année plus de 80 % des touristes venant dans l'Extrême-Orient russe.

³² Spécialiste des relations russo-chinoises.

aujourd'hui au travers des réflexes xénophobes de plus en plus nombreux de la population russe. La perception de cette « menace » chinoise est d'autant plus forte que le choc démographique, entre un pays en repli et un pays conquérant, s'accompagne d'un choc économique déjà perceptible.

3.3 Le dynamisme économique chinois en contre-point des difficultés russes.

L'effondrement du modèle communiste a été géré de façon totalement différente à Moscou et à Pékin. Les choix politiques ont conduit à des développements économiques qui, pour l'heure, montrent la justesse de l'approche chinoise, ce qui risque de créer un profond ressentiment russe face à un pays qui, au sortir de la Seconde guerre mondiale, a largement bénéficié de l'assistance économique soviétique.

3.3.1 Des choix de développement économique différents.

A l'heure actuelle, force est de constater que le modèle chinois de transition économique domine largement le modèle russe. En effet, alors que la Chine affiche, depuis la fin des années 1980, des taux records de croissance compris entre 8 et 10 %, la Russie est difficilement sortie de la crise de 1998 grâce à la manne pétrolière et à la hausse des cours des hydrocarbures.

Cette différence de situation provient essentiellement du fait que Moscou, avec le président Boris Eltsine, a fait le choix de mener une privatisation sauvage d'un outil industriel russe peu compétitif sur les marchés internationaux et ne disposant pas d'un marché intérieur suffisamment important pour assurer sa survie. Dès lors, quelques conglomérats se sont formés dans le domaine de l'exploitation des ressources naturelles du pays afin de les exporter vers des marchés internationaux toujours plus demandeurs en énergie et en matières premières. Un autre pôle d'expertise russe, la production d'armes, a pu également survivre au choc provoqué par une libéralisation trop rapide du secteur économique, grâce au volume croissant d'armes que commande une Chine frappé d'un embargo occidental dans le domaine de l'armement. L'économie russe est donc devenue une économie rentière, avec de grands groupes industriels dans le secteur primaire tournés vers l'exportation et non pas vers le développement d'un nouveau tissu industriel. Cette situation transparait au travers de la structure des importations et des exportations du pays. Ainsi, en 2002, les hydrocarbures et les produits pétroliers représentent le principal poste d'exportation avec 53,1 % du total, suivis de la métallurgie non ferreuse avec 8,3 %, et le fer et l'acier avec 6 %. En revanche, la même

année, les viandes et poissons constituent 5,1 % des importations, suivis des automobiles avec 4,7 %, le matériel de télécommunication avec 4,3 %, les machines spécialisées avec 4,2 % et le matériel informatique avec 3,6 %.³³

De leur côté, les Chinois ont su créer un modèle économique complet en s'appuyant dans un premier temps sur leurs avantages comparatifs pour la réexportation de produits fabriqués par de grands groupes occidentaux en Chine. Puis en développant son propre outil industriel, en utilisant au maximum les transferts de technologies et la captation des savoir-faire, pour venir vendre sur les marchés internationaux comme sur son propre marché, devenu le plus prometteur du monde. Dès lors, comme dans le cas de la Russie, la caractéristique de cette économie apparaît au travers de la structure des importations et des exportations chinoises. Alors que Moscou exporte des matières premières et importe des produits finis, la Chine importe des matières premières et l'énergie nécessaires pour faire tourner une économie qui exporte des produits finis (matériel informatique, cuirs, fournitures électriques, vêtements, matériel de télécommunication, etc.). Le piège systémique chinois, que nous décrivent Jean Mandelbaum et Daniel Haber³⁴, a permis à ce pays de devenir le *leader* mondial dans certains secteurs (en 2003, 50 % des ordinateurs portables y sont assemblés, 70 % des photocopieurs, etc.). Cette forte concurrence mondiale de la Chine dans le domaine de la fabrication se retrouve d'ailleurs aujourd'hui dans le domaine de la conception, puisque après les centres de production c'est au tour des centres de recherche de connaître des délocalisations vers l'Empire du milieu.

La Chine est donc devenue un redoutable concurrent pour les économies occidentales comme pour celles des pays émergents. Les délocalisations dans les pays occidentaux ont pour pendant l'éviction des investissements productifs dans les pays intermédiaires comme la Russie.

3.3.2 *La compétition à l'attractivité des investissements directs à l'étranger.*

En effet, si la Russie apparaît comme une économie attractive pour les investisseurs étrangers, elle l'est surtout dans le domaine de l'énergie et de matières premières. Elle a du mal à attirer des entreprises dans le domaine des hautes technologies ou, plus simplement, dans celui des biens de consommation. La Chine quant à elle a su, avec l'aide initiale de sa diaspora, développer et attirer les investissements étrangers et elle est aujourd'hui l'une des principales destinations de ces flux financiers. Ainsi, en 2003, le solde des investissements

³³ Source : DREE

³⁴ MANDELBAUM, Jean et HABER, Daniel, *La victoire de la Chine*, Paris, Descartes et Cie, 2001, 134 pages.

directs à l'étranger a été déficitaire de 1,8 Mds \$ pour la Russie, alors que la Chine a affiché un excédent de 47,2 Mds \$³⁵.

La Russie manque donc d'attractivité pour les industriels occidentaux. La main d'œuvre y est considérée comme moins compétitive et plus chère que chez son voisin chinois. Les investissements n'y sont pas garantis comme l'a prouvé l'affaire Ioukos alors qu'en Chine, les événements de Tienanmen ont « rassuré » les investisseurs, qui ont pu constater la détermination des autorités de Pékin à maîtriser leur processus de transition économique. De plus, le gouvernement chinois a fait voter une loi garantissant la propriété privée.

Dès lors, le défi que tente de relever Vladimir Poutine de développer un tissu économique complet en Russie va être d'autant plus difficile à relever que son voisin demeure particulièrement attractif de part les avantages compétitifs qu'il offre, les garanties qu'il assure et le potentiel de marché intérieur qu'il représente.

Des éléments de profondes divergences existent donc entre la Russie et la Chine. Concurrencée sur le plan économique et menacée sur le plan démographique, la Fédération de Russie n'a que peu de chance de trouver des terrains d'entente et des points de rapprochement avec la Chine permettant l'établissement d'une collaboration sans ambiguïté et sans arrière-pensée. Cela est d'autant plus vrai que la vision du monde et la dynamique de ces Etats sont totalement différentes. Pékin, concentrée sur sa logique de montée en puissance et de rayonnement, n'a que peu de points en commun avec un Kremlin empêtré dans la défense d'un statut de puissance révolu.

³⁵ Source : Fonds Monétaire International.

Conclusion :

Il apparaît donc que les délicates relations qu'ont connues la Russie et la Chine au cours des années 1950 marquent encore les esprits des dirigeants de ces deux pays. La méfiance est toujours à l'ordre du jour. Ainsi, même si des rapprochements et des collaborations peuvent apparaître sur certains dossiers, il n'en demeure pas moins que les autorités chinoises n'ont qu'une confiance très relative dans les prises de positions russes, qu'elles sont concentrées sur leurs relations avec Washington, et que les Russes - tous aussi méfiants vis-à-vis de leurs voisins du sud-est - sont largement tournés vers l'Occident. De plus, des mouvements de fond sous-tendent l'impossibilité de voir se réaliser une collaboration profonde entre ces deux pays. En effet, la « menace » démographique chinoise et le décollage de la puissance économique de Pékin constituent les principaux mouvements qui poussent Moscou à devenir, à moyen terme, un acteur secondaire en Asie. Or, il est fort probable que le Kremlin refuse de se voir marginaliser dans le rôle de simple pourvoyeur de ressources à une économie chinoise qui ne cesse d'afficher des taux de croissance records. D'autant plus, que les autorités russes n'ont toujours pas fait leur deuil de la puissance soviétique et que leur vision des équilibres mondiaux diffère de celle des Chinois. De plus, comme le souligne Alexander Lukin, les Russes n'ont toujours pas tranché entre leur tendance naturelle à regarder vers l'Europe et leur appartenance à l'Asie. Selon lui, la seule solution pour que le pacte de « bon voisinage » devienne un réel pacte stratégique serait que les Russes se tournent résolument vers l'Asie.

Ainsi, l'amélioration des relations sino-russes ne s'inscrit pas dans une logique de rapprochement à long terme. Il s'agit de la conjonction de deux besoins. Les dirigeants chinois ont besoin de stabilité à leurs frontières pour maintenir leur montée en puissance sur le plan économique, de même qu'ils doivent diminuer toutes sources de conflit avec leurs voisins en prévision des tensions à venir avec les Etats-Unis. Les dirigeants russes, à la recherche d'une défense de leur statut de grande puissance, jouent régulièrement la carte chinoise pour effacer leurs revers face aux occidentaux ou pour affirmer leur autonomie sur l'échiquier mondial, de même qu'ils tentent de maintenir un environnement stable à leurs frontières.

La relation sino-russe est donc amenée à perdurer en l'état. Entre une politique déclaratoire de collaboration étroite et une réalité beaucoup plus pragmatique dictée par les intérêts du moment des uns et des autres. Ces relations ne devraient pas être amenées à se dégrader pour cause d'une *realpolitik* largement pratiquée par les deux protagonistes.

Annexes

Annexe A

Deux pays qui se tournent le dos.

Principale zone de peuplement russe. ■■■■

Principale zone de peuplement chinoise. ■■■■■■

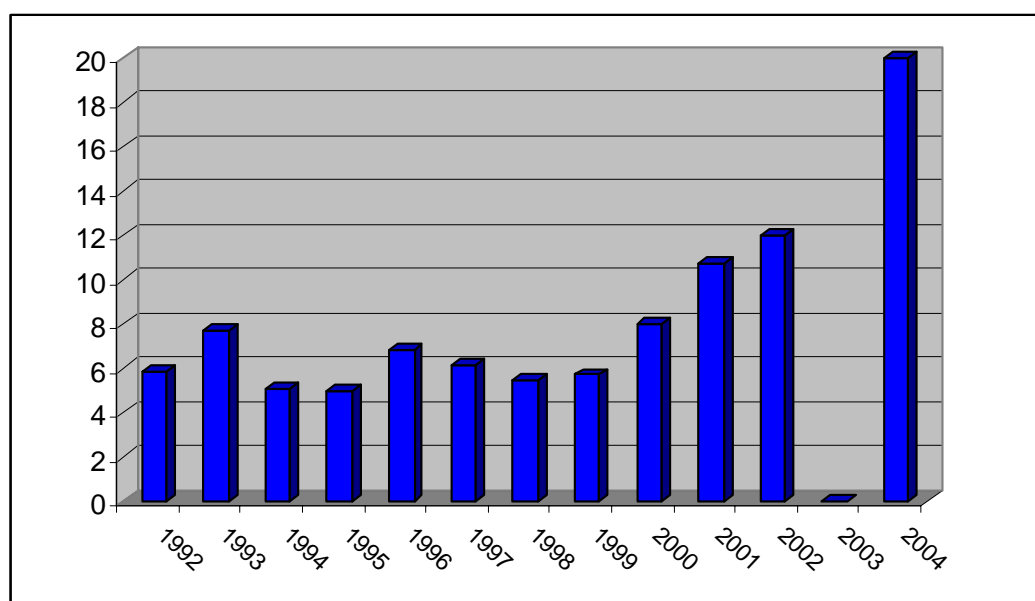


Annexe C

Le commerce bilatéral sino-russe entre 1992 et 2002 (en milliards de dollars)

Source : www.csis.org/pacfor. Analyses trimestrielles concernant les échanges sino-russes.

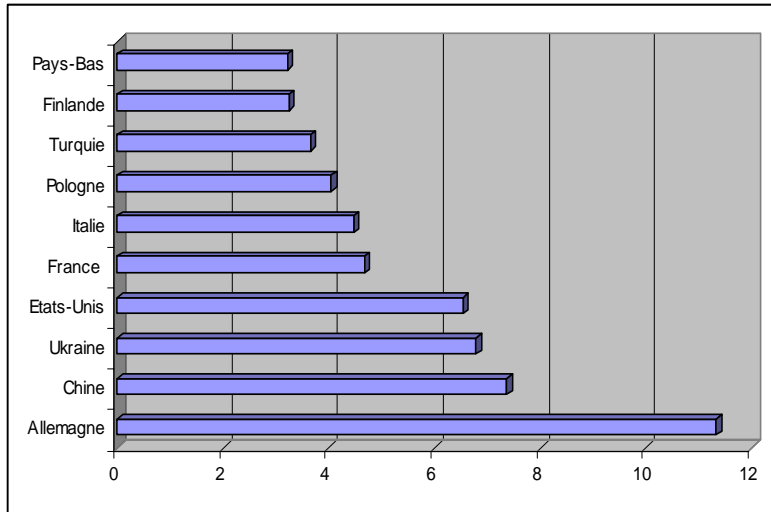
Année	Volume	Croissance en %
1992	5,86	
1993	7,68	+ 31
1994	5,07	- 34
1995	5	- 1,4
1996	6,84	+ 36,8
1997	6,12	- 10,5
1998	5,5	- 10,1
1999	5,7	+ 3,6
2000	8	+ 40,3
2001	10,7	+ 33,7
2002	12	+ 12,1
2004	20	



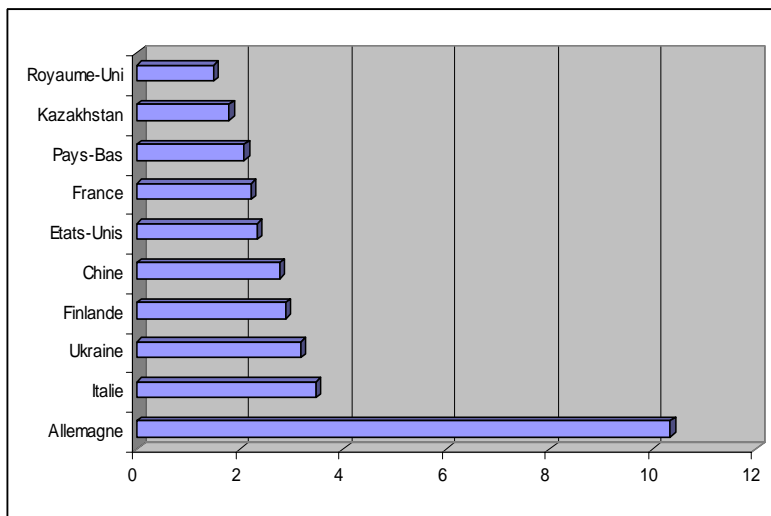
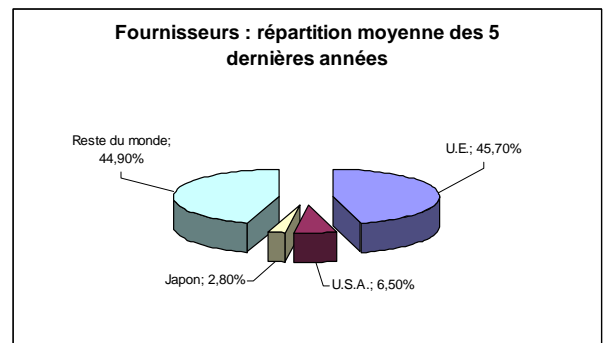
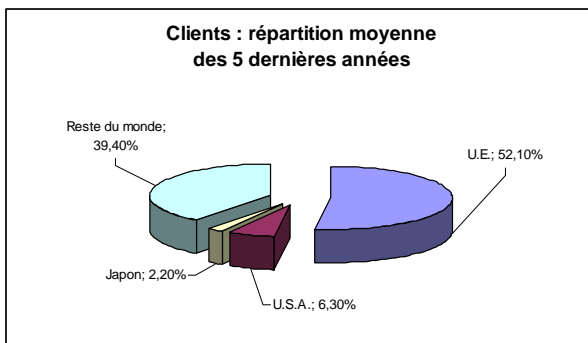
Annexe D

Bilan du commerce russe en 2002.

Source : DREE



Rang	Clients	Mds \$	%
1	Allemagne	11,33	10,9
2	Chine	7,374	7,1
3	Ukraine	6,788	6,5
4	Etats-Unis	6,532	6,3
5	France	4,671	4,5
6	Italie	4,466	4,3
7	Pologne	4,051	3,9
8	Turquie	3,651	3,5
9	Finlande	3,244	3,1
10	Pays-Bas	3,21	3,1
			53,2

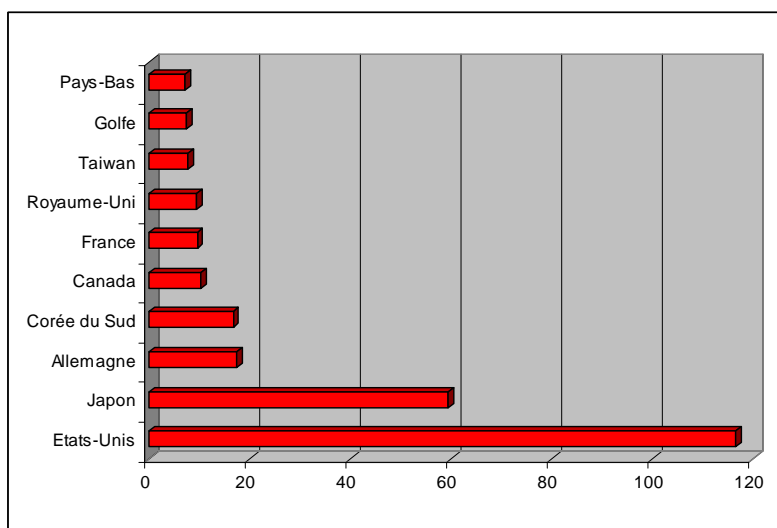


Rang	Fournisseurs	Mds \$	%
1	Allemagne	10,35	20,1
2	Italie	3,482	6,9
3	Ukraine	3,191	6,2
4	Finlande	2,892	5,6
5	Chine	2,77	5,4
6	Etats-Unis	2,335	4,5
7	France	2,21	4,3
8	Pays-Bas	2,089	4,1
9	Kazakhstan	1,795	3,5
10	Royaume-Uni	1,485	2,9
			63,5

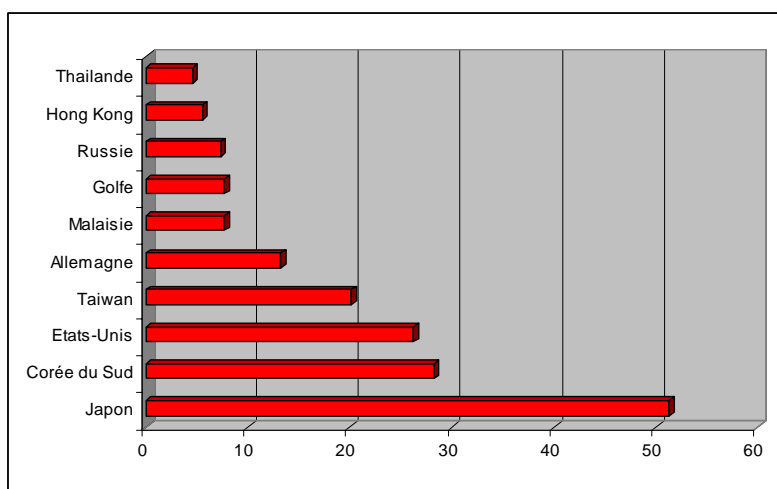
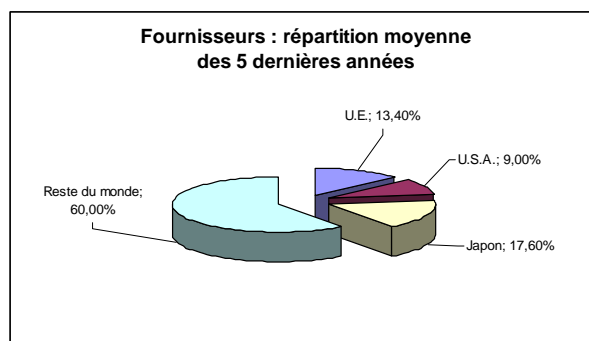
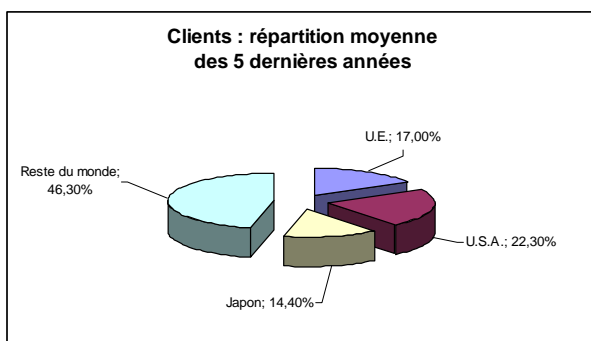
Annexe E

Bilan du commerce chinois en 2002.

Source : DREE



Rang	Clients	Mds \$	%
1	Etats-Unis	116,593	32,4
2	Japon	59,48	16,5
3	Allemagne	17,294	4,8
4	Corée du Sud	16,645	4,6
5	Canada	10,185	2,8
6	France	9,524	2,6
7	Royaume-Uni	9,326	2,6
8	Taiwan	7,651	2,1
9	Golfe	7,479	2,1
10	Pays-Bas	7,192	2
			72,5



Rang	Fournisseurs	Mds \$	%
1	Japon	51,309	20,9
2	Corée du Sud	28,281	11,5
3	Etats-Unis	26,279	10,7
4	Taiwan	20,126	8,2
5	Allemagne	13,26	5,4
6	Malaisie	7,718	3,2
7	Golfe	7,669	3,1
8	Russie	7,374	3
9	Hong Kong	5,543	2,3
10	Thaïlande	4,602	1,9
			70,2

Annexe F

Projets d'oléoducs et de liaisons ferroviaires entre la Chine et l'Asie centrale ou la Russie en 1997.



Bibliographie

Livres :

BERSTEIN, Serge et MILZA, Pierre (dir.), *Histoire du XX^e siècle, Le monde entre guerre et paix*, Paris, Hatier, 1996, 497 pages.

BERSTEIN, Serge et MILZA, Pierre (dir.), *Histoire du XX^e siècle, Vers la mondialisation*, Paris, Hatier, 2001, 383 pages.

BOYER Yves et FACON Isabelle (dir.), *La politique de sécurité de la Russie*, Fondation pour la Recherche Stratégique, Paris, 2000.

DUFOUR Jean-François, *Géopolitique de la Chine*, Bruxelles, Ed. Complexe, 1999.

FEJTO François, *Chine-URSS, de l'alliance au conflit*, Paris, Seuil, 1978.

JUNEAU, Thomas, LASSERRE, Frédéric (dir.), *Asie centrale et Caucase*, Les presses de l'université Laval, 2005.

KOSINSKI Françoise, *La vision chinoise des relations sino-soviétiques*, les nouveaux mondes, automne 1993.

PICQUART, Pierre, *L'Empire chinois*, Lausanne, Favre, 2004, 220 pages.

ZORGBIBE, Charles, *Dictionnaire de politique internationale*, Paris, Presses Universitaires de France, Perspectives Internationales, 1988, 721 pages.

Articles :

KASHIN, Vasily, *Will China Repeat Stalin's Success ?*, in Moscow Defense Brief, CAST, n°2, 2004, pages 19 à 21.

LUKIN, Alexander, *The Chinese Question*, in The Moscow Times .com, 19 janvier 2005.

MAKIENKO, Konstantin, *The Russian – Chinese Arms Trade : an Attempt at Qualitative Analysis*, in Moscow Defense Brief, CAST, n°2, 2004, pages 14 à 18.

Etude :

COLIN, Sébastien, *Le développement des relations frontalières entre la Chine et la Russie*, Centre d'Etudes et de Recherches Internationales, n°96, juillet 2003, 45 pages.

Colloque et séminaire:

Fondation pour la Recherche Stratégique, *Russie – Chine : enjeux des coopérations militaires et du partenariat énergétique*, 24 janvier 2005.

Fondation pour la Recherche Stratégique, *Où va la Russie*, 9 mars 2005.

Sites Internet :

www.in.mid.ru : Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie.

www.fmprc.gov.cn : Ministère des affaires étrangères de la République Populaire de Chine.

www.diplomatie.gouv.fr : Ministère des affaires étrangères français.

www.dree.fr : Site de la Direction des Relation Economiques Extérieures.

www.imf.org : Site du Fonds Monétaire International.

www.brookings.edu : Site de *The Brookings Institution*.

www.csis.org : Site du *Center for Strategic and International Studies*.

www.xinhuanet : Agence de presse *Xinhua*.

fr.rian.ru : Agence de presse *RIA Novosti*.

www.ap.org : Agence de presse *Associated Press*.

www.reseauvoltaire.net

Table des matières.

<i>Sommaire :</i>	<u>1</u>
<i>Introduction :</i>	<u>2</u>
1. Des relations mouvementées depuis la fin de la seconde guerre mondiale.	<u>3</u>
1.1 La « lune de miel » communiste.	<u>3</u>
1.1.1 Un alignement politique, économique et diplomatique de Pékin sur Moscou.	<u>3</u>
1.1.2 Des divergences idéologiques qui demeurent sur la diffusion du communisme.	<u>4</u>
1.2 La rupture entre deux régimes idéologiquement proches.	<u>5</u>
1.2.1 L'abandon du modèle soviétique.	<u>6</u>
1.2.2 La crise sino-soviétique.	<u>6</u>
1.2.3 « La théorie des trois mondes » face au monde bipolaire.	<u>9</u>
1.3 Le retour au dialogue.	<u>9</u>
1.3.1 De la détente au traité d'amitié.	<u>9</u>
1.3.2 Le règlement définitif de la question des frontières.	<u>11</u>
1.3.3 Mais un dialogue sous l'influence du comportement américain.	<u>12</u>
2 Une relation sino-russe sous l'influence de facteurs de rapprochement.	<u>14</u>
2.1 Le terrorisme et la sécurité collective au cœur des préoccupations.	<u>14</u>
2.1.1 La lutte contre les mouvements séparatistes et terroristes.	<u>14</u>
2.1.2 La nécessité de contrer l'influence américaine en Asie centrale.	<u>15</u>
2.2 La question centrale de l'énergie.	<u>17</u>
2.2.1 Une offre et une demande complémentaires.	<u>17</u>
2.2.2 Les choix stratégiques de la Russie.	<u>18</u>
2.2.3 Les choix de diversification de la Chine.	<u>19</u>
2.3 Le pragmatisme économique.	<u>20</u>
2.3.1 La nécessité de développer l'économie frontalière.	<u>21</u>
2.3.2 Les besoins de débouchés de l'industrie d'armement russe.	<u>22</u>
3 Des oppositions de fond qui pénalisent tout rapprochement profond et pérenne.	<u>24</u>
3.1 La confrontation de deux visions des équilibres mondiaux.	<u>24</u>
3.1.1 L'affichage d'une volonté commune de favoriser la « multipolarité ».	<u>24</u>
3.1.2 Mais une « multipolarité » qui recouvre deux sens différents.	<u>25</u>
3.2 Le poids des déséquilibres démographiques.	<u>26</u>
3.2.1 La démographie russe : symptôme d'un pays en repli sur lui-même ?	<u>26</u>

3.2.2	La question de l'immigration chinoise en Extrême Orient russe.	28
3.3	Le dynamisme économique chinois en contre-point des difficultés russes.	30
3.3.1	Des choix de développement économique différents.	30
3.3.2	La compétition à l'attractivité des investissements directs à l'étranger.	31
Conclusion :		33
Annexes		34
Bibliographie		40
Table des matières.		42